

## **Macron s'apprête à nationaliser les chantiers navals de Saint-Nazaire**

*di Denis Cosnard e Cédric Pietralunga*

L'Etat, déjà actionnaire à 33 % du capital des chantiers navals de Saint-Nazaire, doit racheter l'intégralité du capital de STX d'ici au 28 juillet au soir

L'opération, que devait annoncer Bruno Le Maire jeudi 27 juillet, est la première grande décision d'Emmanuel Macron en matière industrielle

Sans cette étatisation, les chantiers passeraient dès samedi dans le giron du groupe public italien Fincantieri, un scénario que refuse le gouvernement

Le président se met ainsi dans les pas d'Arnaud Montebourg. Et espère gagner du temps pour mieux négocier avec Rome

L'Elysée devrait faire jouer son droit de préemption plutôt que de confier les chantiers navals à Fincantieri

Ne le traitez plus de libéral. Appelé à trancher sur le sort des chantiers navals de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Emmanuel Macron a choisi de nationaliser cette entreprise plutôt que d'en confier les clés à un actionnaire italien jugé problématique. L'opération devait être officialisée jeudi 27 juillet par le ministre de l'économie Bruno Le Maire, et mise en œuvre d'ici à vendredi soir, l'Etat, déjà actionnaire à 33 %, faisant jouer son droit de préemption sur le reste du capital. C'est la première grande décision présidentielle en matière industrielle. Là où beaucoup prévoyaient un programme de privatisations, le nouvel élu inaugure ainsi son quinquennat par une très inattendue étatisation. Plus Jupiter que jamais.

" L'objectif n'est pas de nationaliser Saint-Nazaire, mais nous y sommes obligés de façon transitoire, nuance un de ceux à la manœuvre. C'est une façon de gagner du temps. " Sans action de l'Etat, les chantiers passeraient en effet dès samedi dans le giron du groupe public italien Fincantieri, le numéro un de la construction navale en Europe. Un scénario dont le gouvernement ne veut pas, et qu'il n'a pas réussi à écarter par la méthode douce.

L'avenir de Saint-Nazaire, un site historique dont sont sortis des paquebots aussi fameux que le Normandie, le France ou encore le Queen-Mary-2, est suivi de près par l'exécutif depuis des années. Lors de la dernière crise du secteur, quand le carnet de commandes était vide, les pouvoirs publics ont d'abord tout fait pour éviter une fermeture définitive. Puis les commandes sont revenues, au point que les chantiers ont aujourd'hui du travail assuré pour dix ans.

Une autre menace est alors apparue, avec la faillite de STX, le conglomérat sud-coréen actionnaire majoritaire de Saint-Nazaire. Pour récupérer un peu d'argent, les créanciers de STX ont

mis en vente sa filiale française. Et un seul candidat a déposé une offre : Fincantieri, le grand rival historique des Chantiers de l'Atlantique. Le 3 janvier, le groupe de Trieste a logiquement été choisi par le tribunal de Séoul pour reprendre STX France, c'est-à-dire les chantiers de Saint-Nazaire. Prix : 79,5 millions d'euros pour les 66,6 % du capital en jeu. C'est cette transaction qui doit prendre effet samedi.

Depuis janvier, la perspective d'une telle prise de pouvoir des Italiens à Saint-Nazaire suscite l'inquiétude. Vue de France, l'opération soulève trois grands problèmes. D'abord, un risque pour les 7 000 emplois en jeu. Que se passera-t-il au prochain creux conjoncturel ? " Le gouvernement italien demandera à son chantier national Fincantieri de faire travailler les Italiens plutôt que les Français, c'est naturel ", a expliqué Bruno Retailleau, président (LR) du Conseil régional des Pays de la Loire, jeudi sur RTL. Ensuite, les liens de Fincantieri avec la Chine font craindre à certains un transfert du précieux savoir-faire tricolore en Asie. Enfin, Saint-Nazaire est le seul site à même de construire des grandes coques pour des navires militaires. " Il y a donc un enjeu de souveraineté ", plaident les partisans de la nationalisation.

" C'est transitoire "

Compte tenu de ces dangers, François Hollande et son équipe avaient trouvé un accord avec Rome pour que Fincantieri n'ait pas les pleins pouvoirs. Le champion national se serait contenté de 48 %. Le camp italien aurait tout de même obtenu la majorité grâce aux 7 % d'une fondation de Trieste.

A peine élu, M. Macron a remis en cause ce compromis, considérant la fondation concernée comme un faux nez de Fincantieri. L'Elysée a alors proposé un partage du capital à 50-50 entre Français et Italiens. " Fincantieri aurait néanmoins nommé le président et le directeur général, donc dirigé l'entreprise ", souligne un proche des tractations.

Las, Rome a refusé cette option, en réclamant que Fincantieri ait plus de 50 %. Devant le blocage, l'Elysée et Bercy ont décidé ces derniers jours d'utiliser le droit de préemption de la France, quitte à se brouiller avec le gouvernement italien. " C'est transitoire. Cela nous donne du temps pour poursuivre les négociations avec l'Italie, ou trouver une autre solution. " Le gouvernement n'entend en effet pas rester propriétaire des chantiers, mais organiser un tour de table le satisfaisant. Et le coût de l'affaire, à peine 80 millions d'euros, reste raisonnable.

Avec cette nationalisation, M. Macron se met dans les pas d'Arnaud Montebourg, qui avait tenté – en vain – de faire la même chose avec les hauts-fourneaux de Florange (Moselle). Cette filiation peut sembler paradoxale mais elle ne surprend pas ceux qui connaissent bien les deux hommes, qui ont gardé de bonnes relations malgré leurs oppositions politiques.

" Comme Montebourg, Macron est un jacobin, il est persuadé que l'Etat peut beaucoup et qu'il faut utiliser les pouvoirs conférés par la Constitution ", précise un haut fonctionnaire qui l'a côtoyé à l'Elysée. A son arrivée à Bercy en 2014, M. Macron n'avait pas hésité à s'opposer à la vente de

Dailymotion au hongkongais Hutchinson, obligeant son actionnaire Orange à lui préférer le français Vivendi.

A gauche, la décision d'Emmanuel Macron de nationaliser les ex-Chantiers de l'Atlantique est en tout cas saluée. " L'intérêt industriel et stratégique des chantiers de Saint-Nazaire justifie que l'Etat s'y intéresse, approuve Boris Vallaud, député (PS) des Landes et ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée. J'avais moi-même proposé cette nationalisation temporaire à François Hollande. La réflexion était entamée depuis un an, Emmanuel Macron ne fait que la mettre en œuvre. "